

Cher(e)s ami(e)s,
Cher(e)s camarades,

Plus d'un milliard d'êtres humains vivent avec moins d'un dollar par jour...

2.8 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, vivent avec moins de 2 dollars par jour...

En Afrique subsaharienne, une personne sur trois souffre de faim chronique...

448 millions d'enfants souffrent d'insuffisance pondérale...

Un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation primaire...

80% des réfugiés sont des femmes et des enfants...

876 millions d'adultes sont analphabètes, dont deux tiers sont des femmes...

Chaque jour, 30 000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies qui auraient pu être évitées...

Dans les pays, dits « *en voie de développement* », plus d'un enfant sur dix n'atteindra pas l'âge de cinq ans...

Plus de 800 000 femmes meurent chaque année durant leur grossesse ou en couche...

Aujourd'hui, 42 millions de personnes vivent avec le virus du Sida, dont 39 millions dans les pays en voie de développement. On prévoit même qu'à l'horizon 2020, certains pays africains pourraient perdre plus d'un quart de leur population active...

Face à ce constat dramatique d'un côté, de l'autre, la richesse des 400 plus grandes fortunes du monde a augmenté de 2.3% soit 92 milliards de dollars, pour atteindre 4100 milliards cumulés...

Aussi, 1% de la population mondiale possède en 2014, 48% de la richesse mondiale, alors que 80% de la population doit se contenter de 5.5% des richesses...

Des ouvriers meurent au Bangladesh sous l'effondrement de leur usine. Des centaines de réfugiés fuient la misère et la guerre, et périssent en Méditerranée, ce que l'on ne peut sérieusement régler uniquement en faisant la chasse aux passeurs, ou en fermant les frontières, comme le propose l'Union Européenne. Ce ne sont que quelques exemples des ravages du capitalisme mondialisé, à la recherche de toujours plus de profits au bénéfice de quelques-uns.

Les politiques des grands groupes internationaux sur fond de concurrence exacerbée, se traduisent par des interventions impérialistes désastreuses pour les peuples, en Ukraine, en Syrie après l'Irak et l'Afghanistan.

Au Vénézuéla, par exemple, le gouvernement des Etats Unis et les multinationales promeuvent des plans d'intervention, de déstabilisation contre le gouvernement démocratiquement élu, peu enclin à répondre à leurs exigences.

C'est encore le peuple palestinien, à qui l'on refuse toujours la reconnaissance d'un véritable territoire, d'une véritable nation, qui continue à subir l'oppression et la colonisation Israélienne.

L'intensification des politiques anti-ouvriers, des grandes firmes transnationales relayée par de nombreux gouvernement pro-capitalistes, se traduit par des baisses de salaires et de retraites, l'explosion du chômage, l'aggravation de la précarité et de la flexibilité du travail, les privatisations, les destructions des régimes de sécurité sociale ou encore l'élimination des libertés et des droits syndicaux.

Alors que tout notre soutien va également aux victimes du séisme au Népal, dans ce contexte, le 1^{er} Mai, journée internationale de luttes pour le progrès social, la solidarité, la paix et le désarmement, prend plus que jamais toute sa dimension dans une période où, en France, ce sont les mêmes velléités mortifères, avec les mêmes conséquences, qui guident les choix et les politiques du Président de la République et son gouvernement. Cela se traduit par 8.8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ou encore plus de 5 millions de chômeurs.

En effet, loin des promesses de changement annoncées lors de la campagne présidentielle, le Président de la République et son gouvernement, dans la poursuite des politiques menées depuis 30 ans, multiplient les mesures, en réponse exclusive aux exigences d'un patronat revanchard qui n'a jamais admis les conquêtes sociales arrachées au fil de notre histoire.

On peut même dire que ce gouvernement se couche devant un Medef qui lui demande de s'asseoir. Un Medef dont les prétentions sont sans limites et les éventuelles contreparties, un vaste leurre que seuls les plus grands naïfs peuvent croire.

Ainsi, la loi dite de Sécurisation de l'Emploi, le Crédit Impôt Compétitivité Emploi, le Pacte de Responsabilité, tout comme le projet de loi Macron n'ont pour seul objectif que de liquider tous les droits et acquis sociaux des salariés, en détruisant le droit du travail, en flexibilisant, en précarisant à outrance, en dédouanant les patrons du financement de notre sécurité sociale solidaire, pour encore et toujours plus de profits.

C'est également la réforme territoriale, qui consacre les grandes régions, bras armés de la politique de l'Union Européenne et qui va éloigner et même dessaisir les citoyens de leur pouvoir d'intervention et de décision pour mieux les asservir aux diktats des grands groupes.

Dans la logique de déversement sans compter de l'argent public aux entreprises, la dernière trouvaille de François Hollande, dans le cadre d'un énième plan de l'emploi des jeunes, des moins de 25 ans est le versement d'une partie du salaire sous forme de prime, payé par nos impôts.

Ainsi, le patronat a obtenu qu'une partie des salaires ne soit plus financée par les richesses créées par le travail, mais par l'argent public donc par nos impôts.

Quelle belle vie que celle des patrons. Mais si patronat et gouvernement s'attaquent au salaire, le syndicalisme sur les lieux du travail, les Institutions représentatives des personnels sont frontalement remises en cause par le projet de loi sur le dialogue social.

C'est pourtant sous couvert de promotion du « *dialogue social* », qu'ils entendent remettre en cause les Comités d'Hygiène, de Sécurité et Conditions de Travail, relever les seuils d'effectifs pour la mise en place des Délégués du Personnel et des Comités d'Entreprise et allonger la durée des mandats.

Avec ce nouveau projet du gouvernement, les négociations sur les salaires ne seraient plus possible dans les entreprises, qu'une fois tous les 3 ans et la présence des syndicats sur les lieux du travail serait à terme effacée du paysage social.

Ce sont bien les acquis de 1968, les avancées de 1982 qui sont dans la ligne de mire du patronat dans l'objectif de priver les salariés de toutes possibilités de s'organiser et de se défendre.

Mais cette volonté d'affaiblir le syndicalisme, de l'empêcher d'assumer sa mission d'intérêt général, de l'affaiblir du point de vue de ses moyens matériels et financiers trouve écho chez certains élus puisque rien qu'en Région Centre, ce sont les Municipalités de Pithiviers, Chartres et Châteauroux qui entendent expulser les organisations syndicales de leurs locaux.

La situation à Châteauroux a même pris un nouveau tournant, puisqu'après 12 ans de bataille, de rassemblements et manifestations, de procédure en justice, la Bourse du Travail se trouve privée d'électricité depuis le 31 mars, au prétexte que ce ne serait pas à la collectivité de payer, paralysant ainsi la quasi-totalité de l'activité des organisations syndicales.

Face à cette situation, la Cgt appelle à un rassemblement le 13 mai prochain à 9H30 à Châteauroux pour exiger le respect des droits et libertés, de nouveaux droits et moyens d'intervention pour les salariés et leurs représentants syndicaux.

Un car partira de la Maison des Syndicats à Blois, à 6H30 et nous vous invitons à vous inscrire auprès de l'Union Départementale CGT, pour participer à ce rassemblement afin de stopper cette escalade contre les droits et libertés qui est également illustrée par le projet de loi « renseignement ».

En effet, au prétexte de lutte contre le terrorisme, ce projet entérine des pratiques illégales des services de renseignements et met en place, dans de vastes domaines de la vie sociale, des méthodes de surveillance lourdement intrusives. En fait, ce projet qui assoit encore davantage la criminalisation de la vie syndicale est une menace pour les libertés syndicales et politiques et nous rappelle des heures sombres de notre histoire dans lesquelles nous pourrions replonger.

Alors qu'il y a 70 ans, les alliés et l'armée rouge libéraient les camps de la mort, summum de l'horreur et de la barbarie nazie, c'est bien l'entêtement du gouvernement, malgré 4 débâcles électorales successives, à poursuivre sa politique antisociale, qui conduit un nombre de plus en plus important de citoyens à se tromper, à céder au populisme du Front National, pouvant nous refaire basculer demain dans l'horreur du fascisme.

Combattre le FN, la montée des idées d'extrême droite, comme celles des intégristes nécessite de mener une politique résolument en faveur du social, de la réponse aux besoins des populations en France, en Europe et dans le monde.

Et pourtant, patronat et gouvernement poursuivent obstinément leur stratégie de régression sociale, justifiant leur forfaiture par l'alibi de l'arnaque de la compétitivité, des entreprises et du cout du travail.

En réalité, ils confondent compétitivité et recherche incessante de rentabilité, conduisant à délocaliser, liquider des entreprises au nom du profit et quant au cout du travail, c'est tout simplement nier que ce sont les travailleurs et eux seuls, qui produisent les richesses.

C'est tenter de nous faire oublier que depuis 30 ans, 10% du Produit Intérieur Brut, soit environ 200 milliards d'euros sont passés des salaires, de l'emploi, de l'investissement productifs, vers les profits, les dividendes des actionnaires.

C'est tenter de nous faire oublier que 230 milliards d'euros d'argent public, nos impôts sont déversés chaque année par l'Etat et les différentes collectivités sous formes d'aides, de subventions, d'exonérations sociales et fiscales, diverses et variées, à des patrons, à des groupes qui continuent à massacrer l'emploi, liquider les entreprises sans vergogne.

Ces 230 milliards représentent 7 156 340 embauches à temps plein avec un salaire de 2550€/mois brut.

Ces 230 milliards représentent 2 fois le budget de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche réunis.

Si l'Etat consacrait l'argent public à l'intérêt général, à la réponse aux besoins de la population composée à plus de 90% de salariés, plutôt que de servir les intérêts particuliers de quelques-uns, combien de crèches, d'écoles, d'Hôpitaux ou encore de Maisons de retraite pourrions-nous financer avec ces 230 milliards ?

Oui, plus que jamais, il est possible d'augmenter les salaires et retraites de 400€/mois, ce qui développerait l'emploi par la relance de la consommation populaire.

Oui, plus que jamais, il est possible de reconquérir une véritable sécurité sociale solidaire, financée par les richesses créées par le travail, couvrant l'ensemble des risques à 100% de la naissance à la mort.

Oui, plus que jamais, il est possible de reconquérir de véritables services publics, proches, efficaces, offrant une égalité d'accès et de traitement en réponse à l'ensemble des besoins fondamentaux des populations.

Mais comme dans d'autres périodes de notre histoire, il n'y aura pas de transformation de la situation, sans l'intervention collective, sans la mobilisation des salariés.

Tout est possible à condition que les salariés décident de redresser la tête, de se rassembler, de développer les luttes revendicatives, sur chaque lieu de travail et de vie pour récupérer les richesses qu'ils sont seuls à créer.

Alors que nous célébrons cette année le 70^{ème} anniversaire de cette immense conquête sociale, il serait même possible d'élargir la sécurité sociale, mise en place en 1945 dans le cadre du programme du Conseil National de la Résistance. La Cgt propose la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle et d'un statut du travail salarié garantissant un salaire à vie, au regard de la qualification du salarié, quels que soient son entreprise, son poste de travail et sa situation au travail.

Ce salaire à vie, versé par cette caisse de sécurité sociale professionnelle, alimentée par des cotisations issues des richesses créées par le travail, assurerait à tous, le principe de « à qualification égale, salaire égal » mettrait fin aux discriminations racistes, sexistes etc... et à la mise en concurrence des salariés entre grandes et petites entreprises, dans une démarche véritablement émancipatrice pour les salariés de la domination du patronat, de la subordination à l'employeur.

Oui, tout est possible si les salariés décident de s'organiser, de créer ou de renforcer leur syndicat Cgt comme à la BSTP, à Inothéra ou à la Commercial de Maroquinerie, sur chaque lieu de travail de s'unir, de se rassembler et de se battre pour la satisfaction des revendications.

Aujourd'hui, comme hier, la force est du côté du nombre unis, rassemblés, solidaires, déterminés dans les luttes, rien ne peut résister aux salariés.

Dans le prolongement de ce 1^{er} Mai, la Cgt va poursuivre ses efforts pour convaincre les salariés de s'organiser, d'entrer en résistance pour reconquérir le social dans une démarche de transformation de la société pour vivre dignement dans ce 21^{ème} siècle.

La Cgt y est résolument déterminée et s'y engage. Alors à bientôt, encore plus nombreux et déterminés dans l'action.